



**PRÉFET
DU VAR**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la coordination
des politiques publiques et
de l'appui territorial**

Bureau de l'environnement et du développement durable

Arrêté préfectoral complémentaire concernant les installations de tri, transit, traitement et regroupement de déchets, exploitées par la SAS SO.FO.VAR, au 150 allée Eugène Freyssinet, Pôle BTP du Capitou, à Fréjus

Le préfet du Var,

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles R181-45 et R181-46 ;

Vu la nomenclature des installations classées ;

Vu le décret du président de la République du 15 mai 2025 nommant M. Simon BABRE, préfet du Var ;

Vu le décret du président de la République du 15 avril 2022 nommant M. Lucien GIUDICELLI, secrétaire général de la préfecture du Var, sous-préfet de l'arrondissement de Toulon ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2025/12/MCI du 2 juin 2025 portant délégation de signature à M. Lucien GIUDICELLI, secrétaire général de la préfecture du Var ;

Vu l'arrêté préfectoral du 25 août 2014, complété par les arrêtés préfectoraux des 21 novembre 2014, 2 juillet 2019 et 10 novembre 2022, autorisant la société par actions simplifiée (SAS) SO.FO.VAR à exploiter des installations de tri, transit, traitement et regroupement de déchets, situées, Pôle BTP du Capitou, 150 allée Eugène Freyssinet, 83600 Fréjus ;

Vu le rapport de l'inspection chargée des installations classées, suite à la visite d'inspection du 9 mai 2022, demandant la révision de l'étude de dangers des zones modifiées du site (zone de stockage des balles et déchetterie professionnelle) ;

Vu les modifications notables portées à la connaissance du préfet, par courrier du 18 novembre 2022, par la SAS SO.FO.VAR dont le siège social est sis, ZI du Capitou, 85 avenue Louis Lépine, 83600 Fréjus, concernant la révision de l'étude de dangers et les quantités maximales annuelles par famille de déchets ;

Vu le rapport de l'inspection chargée des installations classées du 20 novembre 2024 faisant suite à la visite d'inspection du 24 octobre 2024, concluant sur la nécessité d'un apport d'éléments complémentaires au dossier du 18 novembre 2022 ;

Vu le rapport du 2 juillet 2025, de l'inspection chargée des installations classées, adressé au préfet ;

Vu, dans le cadre de la procédure contradictoire, la transmission à l'exploitant par courriel du 18 juin 2025 du projet d'arrêté complémentaire, pour lui permettre de formuler ses observations éventuelles ;

Vu les observations de l'exploitant formulées par mail en date du 1^{er} juillet 2025 ;

Considérant que le projet de modification ne constitue pas une modification substantielle de l'autorisation environnementale au sens du II de l'article R181-46 du code de l'environnement ;

Considérant, néanmoins, qu'il est nécessaire de prendre en compte les risques accidentels qui y sont associés en analysant la révision de l'étude de dangers et en actualisant les prescriptions réglementaires auxquelles sont soumises les installations, sous forme d'un arrêté complémentaire ;

Considérant l'évolution de la nomenclature des installations classées depuis l'arrêté initial d'autorisation du 25 août 2014 et qu'il convient de mettre à jour certaines rubriques ;

Considérant que la consultation du conseil départemental de l'environnement des risques sanitaires et technologiques (CODERST) n'est pas requise, en application de l'article R181-45 du code de l'environnement ;

Considérant que les mesures imposées à l'exploitant sont de nature à sauvegarder les intérêts protégés mentionnés aux articles L511-1 et L211-1 du code de l'environnement, à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations et répondent aux meilleures techniques disponibles ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Var,

ARRÊTE

Article 1 – Champ d'application

La SAS SO.FO.VAR, pour ses installations, SIRET 34804072600062, de tri, transit, traitement et regroupement de déchets, situées, Pôle BTP du Capitou, 150 allée Eugène Freyssinet à Fréjus, est tenue de respecter les dispositions des articles ci-après.

Article 2 - Conformité aux dossiers fournis

Les dispositions du chapitre 1.3 de l'arrêté préfectoral du 25 août 2014 sont abrogées et remplacées par les suivantes :

" Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant, notamment :

- le dossier de demande d'autorisation d'exploiter du 3 mai 2012 complété les 9 juillet et 23 septembre 2013,
- le porter à connaissance du 17 septembre 2014,
- le porter à connaissance du 22 juin 2017 concernant le broyeur électrique,
- le dossier d'enregistrement du 20 mars 2019 relatif aux installations d'entreposage, de démantèlement et de dépollution des bateaux de plaisance et de sport hors d'usage,
- le porter à connaissance du 16 août 2022 ayant trait à la zone de stockage extérieure des balles de déchets en attente d'évacuation,
- le porter à connaissance du 18 novembre 2022 complété le 12 septembre 2024 et le 23 décembre 2024 concernant la révision de l'étude de dangers suite aux précédentes modifications.

Ces dossiers demeurent à disposition de l'inspection au sein des installations."

Article 3 - Installations concernées par une rubrique de la nomenclature

Les dispositions de l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral du 25 août 2014 modifié, sont abrogées et remplacées par :

« Les installations de la SAS SO.FO.VAR, site n°3, sur la commune de Fréjus sont répertoriées dans la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement comme indiqué dans le tableau ci-dessous.

Nomenclature ICPE Rubriques concernées	Désignation des installations en fonction des critères de la nomenclature ICPE	Volume de l'activité	Régime
2710-1-a	Installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719. 1. Dans le cas de déchets dangereux, la quantité de déchets susceptible d'être présents dans l'installation étant : a) supérieure ou égale à 7 tonnes	20t	A

2710-2-a	Installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719. 2. Dans le cas de déchets non dangereux, le volume de déchets susceptible d'être présents dans l'installation étant : a) Supérieur ou égal à 300 m ³	7400m ³	E
2714-1	Installation de transit, regroupement, tri, ou préparation en vue de la réutilisation de déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710, 2711 et 2719. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant : 1. Supérieur ou égal à 1 000 m ³	2500m ³	E
2791-1	Installation de traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des installations classées au titre des rubriques 2515, 2711, 2713, 2714, 2716, 2720, 2760, 2771, 2780, 2781, 2782, 2783, 2794, 2795 et 2971. La quantité de déchets traités étant : 1. Supérieure ou égale à 10 t/j	72t/j	A
2712-3-b	Installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage ou de différents moyens de transports hors d'usage, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719. 3. Dans le cas de déchets issus de bateaux de plaisance ou de sport tels que définis à l'article R543-297 du code de l'environnement : b) Pour la dépollution, le démontage ou la découpe	1000 bateaux/an	E
2713-2	Installation de transit, regroupement, tri, ou préparation en vue de la réutilisation de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, à l'exclusion des activités et installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712 et 2719. La surface étant : 2. Supérieure ou égale à 100 m ² et inférieure à 1 000 m ²	800m ²	D
2715	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de verre à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2710, le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 250 m ³	300m ³	D
2716-2	Installation de transit, regroupement, tri, ou préparation en vue de la réutilisation de déchets	800m ³	DC

	non dangereux non inertes à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719 et des stockages en vue d'épandages de boues issues du traitement des eaux usées mentionnés à la rubrique 2.1.3.0. de la nomenclature annexée à l'article R214-1. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant : 2. Supérieur ou égal à 100 m ³ mais inférieur à 1 000 m ³		
2515-1-b	1. Installations de broyage, concassage, criblage, ensilage, pulvérisation, lavage, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, en vue de la production de matériaux destinés à une utilisation, à l'exclusion de celles classées au titre d'une autre rubrique ou de la sous-rubrique 2515-2. La puissance maximale de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation, étant : b) Supérieure à 40 kW, mais inférieure ou égale à 200 kW	160kW	D
2260-1-b	Broyage, concassage, criblage, déchiquetage, ensilage, pulvérisation, trituration, granulation, nettoyage, tamisage, blutage, mélange, épluchage, décortication ou séchage par contact direct avec les gaz de combustion des substances végétales et de tous produits organiques naturels, à l'exclusion des installations dont les activités sont réalisées et classées au titre de l'une des rubriques 2101, 2102, 2111, 2140, 2150, 2160, 2170, 2220, 2240, 2250, 2251, 2265, 2311, 2315, 2321, 2330, 2410, 2415, 2420, 2430, 2440, 2445, 2714, 2716, 2718, 2780, 2781, 2782, 2790, 2791, 2794, 3610, 3620, 3642 ou 3660 : 1. Pour les activités relevant du travail mécanique, la puissance maximale de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation étant : b) Supérieure à 100 kW mais inférieure ou égale à 500 kW	500kW	DC

*A : Autorisation ; E : Enregistrement ; D : Déclaration, DC : Déclaration sous contrôle périodique

Les activités liées aux rubriques 1435, 2711, 2712-3-a, 3532, 4734, 4320, 4331, 4510 et 4511 sont présentes sur le site mais en dessous des seuils de classement.»

Article 4 - Déchets entrants

Les dispositions de l'article 5.1.1 de l'arrêté préfectoral du 25 août 2014 sont abrogées et remplacées comme suit :

« Seuls pourront être acceptés au sein de la plateforme, les déchets suivants :

1/liste des déchets non dangereux acceptés :

- gravats
- fines
- autres inertes
- plâtre
- bois
- déchets verts
- DND en mélange à trier
- verre
- métaux
- plastiques PVC
- plastiques durs (PP)
- plastiques films blancs et couleurs (PE)
- autres plastiques
- cartons
- papiers
- déchets d'étanchéité
- combustibles solides de récupération
- encombrants
- pneus
- huiles végétales

2/liste des déchets dangereux acceptés :

- amiante lié
- déchets d'équipements électriques et électroniques
- peintures
- aérosols

Aucun autre déchet dangereux n'est autorisé au sens du présent arrêté. »

Article 5 - Etude de dangers

L'exploitant met en place et entretient l'ensemble des équipements mentionnés dans l'étude de dangers. L'exploitant met en œuvre l'ensemble des mesures d'organisation et de formation ainsi que les procédures mentionnées dans l'étude de dangers. Les mesures de maîtrise des risques (MMR) et les barrières de sécurité, définies et mentionnées dans l'étude de dangers du site, sont mises en œuvre.

L'exploitant assure :

- le bon fonctionnement, à tout instant, des barrières de sécurité, des MMR ;

- la tenue à jour des procédures ;
- des tests de fonctionnement sont réalisés à une fréquence définie par l'exploitant ;
- la formation des opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le cas échéant du personnel des entreprises extérieures, aux conditions de mise en œuvre et aux procédures associées aux barrières de sécurité et MMR. Ces actions sont enregistrées et tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'exploitant définit et met en œuvre les opérations d'entretien et de vérification des barrières de sécurité et MMR. Ces opérations respectent les exigences et spécificités définies par le fabricant. Ces actions sont enregistrées et tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'exploitant tient à jour un document récapitulatif des MMR figurant dans l'étude de dangers (EDD). Ce document indique à minima l'identification de la mesure en référence à l'EDD, son objectif, son niveau de confiance, son efficacité, son action et les scénarios sur lesquels elle intervient, la cinétique de mise en œuvre de la réponse attendue, les critères de pérennité et, le cas échéant, les critères d'indépendance vis-à-vis des autres MMR participant à la maîtrise du même phénomène dangereux.

Article 6 - Stockage

Les dispositions de l'article 5.1.3.3 de l'arrêté préfectoral du 25 août 2014 modifié sont abrogées et remplacées comme suit :

« Le bâtiment de stockage et, plus précisément, les différentes aires d'entreposage sont organisés conformément au plan figurant dans la dernière étude de dangers intégrée au dossier de demande d'autorisation d'exploiter du 3 mai 2012 et l'étude de dangers révisée du 18 novembre 2022.

Les déchets sont stockés dans des bennes, des bacs ou des casiers mobiles ou alvéolaires modulables, dans des conditions prévenant les risques de pollution (envols, ruissellements, infiltrations dans le sol, odeurs).

Chaque contenant est spécifiquement destiné à un type de déchet. La nature du déchet stocké et le volume du contenant sont clairement affichés sur ce dernier et visibles.

La durée moyenne de stockage des déchets ne dépasse pas 6 mois.

Les aires de réception, stockage, tri, transit et regroupement des déchets doivent être distinctes et clairement repérées. Le stockage est effectué de manière à ce que toutes les voies et issues de secours restent dégagées.

Toute modification du contenu d'une benne, d'un bac, d'un casier mobile ou alvéolaire modulable ne peut être réalisée qu'en accord avec les modélisations présentes dans l'étude de dangers du dossier d'autorisation initial du 3 mai 2012 et l'étude de dangers révisée du 18 novembre 2022, afin qu'un déchet combustible soit uniquement stocké dans une zone modélisée comme telle.

Dans la zone déchèterie professionnelle, les déchets combustibles sont stockés dans les zones modélisées dans la révision de l'étude de dangers du 18 novembre 2022 et repérées sur le plan joint en annexe du présent arrêté. »

Article 7 - Réhausse d'un mur dans la zone de la déchèterie professionnelle

Dans un délai de quatre mois à compter de la notification du présent arrêté, au niveau de la zone 1 de la déchetterie professionnelle (plan en annexe du présent arrêté), le mur mitoyen avec la société voisine (mur au fond des alvéoles) est rehaussé de manière à atteindre une hauteur de 3 m en tout point. La hauteur de 3 m est comptée à partir du sol. Sa structure est une structure béton de 60 cm d'épaisseur de degré coupe-feu REI120.

Article 8 - Protection incendie

Les dispositions de l'article 7.3.3 de l'arrêté préfectoral du 25 août 2014 sont abrogées et remplacées par les suivantes :

« L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :

- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
- d'un système de détection incendie constitué de têtes de détection optique de fumées, réparties sous la toiture du bâtiment de stockage des déchets, et de caméras infrarouge, couvrant les zones de stockage extérieures, reliées à une centrale de détection et un centralisateur de mise en sécurité incendie, déclenchant a minima une alarme sonore ;
- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 7.3.1 de l'arrêté préfectoral du 25 août 2014 ;
- de trois poteaux incendie de 100 mm de diamètre normalisé NFS 61.213 et 62.200, le premier à proximité de l'entrée de l'établissement, le second à proximité du bâtiment de tri et de transit, le troisième étant situé sur l'allée Eugène Freyssinet, à proximité de la plateforme de collecte. Deux poteaux doivent pouvoir fonctionner simultanément, assurant un débit minimum de 120 m³/h pendant 2h ;
- de vingt-six robinets d'incendie armés DN40, disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux jets de lance en direction opposée ;
- d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ;
- d'un extincteur sur chaque engin, afin de lutter contre d'éventuels feux de moteur ;
- de deux canons à eau à tête rotative automatique (sur la zone de stockage extérieure des balles et au niveau de la déchèterie professionnelle) d'une portée de 30 mètres ;
- de deux canons à eau (au niveau de la déchèterie professionnelle) ;

- de quatre turbines d'arrosage (sur la façade du bâtiment devant la zone de stockage extérieure des balles) orientables automatiques d'une portée de 10 mètres ;
- de vingt deux buses d'arrosage (sur mur béton zone stockage extérieure balles) d'une portée de 10 mètres ;
- d'une voie engins permettant aux véhicules de lutte contre l'incendie d'accéder à l'ensemble des façades des bâtiments.
- Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation, et notamment en période de gel.

L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur. En particulier, il fait réaliser semestriellement un test de bon fonctionnement de l'ensemble de la chaîne de détection incendie et de déclenchement des asservissements ou mises en sécurité associées. Les rapports de vérification correspondants sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. »

Article 9 - Publicité

Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Fréjus et peut y être consultée.

L'arrêté est affiché à la mairie de Fréjus pendant une durée minimale d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire et adressé à la préfecture du Var.

L'arrêté est publié sur le site Internet des services de l'État dans le département du Var, pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 10 - Voies et délais de recours

La présente décision sera notifiée à l'exploitant ; elle est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée au tribunal administratif de Toulon :

- par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ;
- par les tiers intéressés, dans un délai de deux mois à compter de son affichage.

Un recours gracieux ou hiérarchique est possible dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais indiqués ci-dessus.

Le recours contentieux ou administratif de tiers intéressés à l'encontre du présent arrêté doit intervenir dans les conditions fixées à l'article R181-51 du code de l'environnement, et faire, à peine d'irrecevabilité, l'objet d'une notification auprès de l'auteur de la décision et de son bénéficiaire.

Dans le cas où un recours contentieux serait engagé devant le tribunal administratif de Toulon, il intervient par un dépôt de requête, soit auprès de l'accueil de la juridiction, soit

par courrier, soit par télécopie ou au moyen de l'application informatique "Télérecours citoyen" accessible par le site internet www.telerecours.fr

Article 11 - Exécution

Le secrétaire général de la préfecture du Var, le maire de Fréjus, l'inspecteur de l'environnement auprès de la direction régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement - unité départementale des Alpes-Maritimes et du Var, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera adressée à la sous-préfète de Draguignan, au président d'Estérel Côte d'Azur Agglomération, au directeur départemental des territoires et de la mer du Var ainsi qu'au directeur départemental du service d'incendie et de secours du Var.

Fait à Toulon, le 10 JUL. 2025

Pour le Préfet et par délégation,
le secrétaire général,

Lucien GIUDICELLI

Annexe :

Zones modélisées via FLUMILOG au niveau de la déchèterie professionnelle :

